

Nations Unies. *World Population Prospects. The 1994 Revision.* New York, Department for Economy and Social Information and Policy Analysis, ST/ESA/SER.A/145, 1995, 886 pages.

Hervé Gauthier

Volume 24, numéro 2, automne 1995

Activité et retraite

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010195ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010195ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gauthier, H. (1995). Compte rendu de [Nations Unies. *World Population Prospects. The 1994 Revision.* New York, Department for Economy and Social Information and Policy Analysis, ST/ESA/SER.A/145, 1995, 886 pages.] *Cahiers québécois de démographie*, 24(2), 377–382. <https://doi.org/10.7202/010195ar>

NATIONS UNIES. — *World Population Prospects. The 1994 Revision*. New York, Department for Economic and Social Information and Policy Analysis, ST/ESA/SER.A/145, 1995, 886 pages.

L'Organisation des Nations Unies vient de publier sa quatorzième édition des estimations et des projections de la population mondiale. Plusieurs changements sont notables :

— L'horizon des projections est allongé à 2050 (au lieu de 2025), ce qui permet aux séries de données de couvrir une période totale d'un siècle (1950-2050). L'avantage de repousser l'horizon des projections est double. En raison de l'inertie qui caractérise les phénomènes démographiques, l'horizon 2050 fait mieux voir l'effet de la faible fécondité actuelle des pays développés (vieillesse accentuée, décroissance), mais aussi l'effet de la réduction de la fécondité dans les pays en développement sur leur accroissement démographique. Par ailleurs, avec l'horizon 2050, le lecteur perçoit mieux le cheminement des hypothèses de fécondité (figure 20, p. 109). En effet, l'hypothèse moyenne des Nations Unies suppose que presque tous les pays du monde auront une fécondité de 2,1 enfants par femme d'ici l'an 2050. Les projections antérieures aussi étaient fondées sur une telle hypothèse, mais la convergence était moins évidente du fait qu'elle se produisait après la période de projection limitée à l'horizon 2025.

— Plusieurs pays nouvellement indépendants sont ajoutés, notamment les ex-républiques de l'URSS, de sorte que le nombre total de pays est de 228 (au lieu des 211 des projections de 1992). Le seuil minimum de population n'est plus de 200 000 personnes, mais de 150 000, ce qui se traduit par l'inclusion de cinq pays supplémentaires.

— L'analyse de l'impact du SIDA est faite pour un seizième pays : la Thaïlande. La Thaïlande est le premier pays non africain affligé d'un taux de prévalence du SIDA de plus d'un pour cent de la population.

— L'effet du SIDA sur le nombre d'orphelins dans les quinze pays africains les plus touchés complète l'étude des autres effets démographiques de cette terrible maladie. Le nombre d'enfants de moins de dix ans ayant perdu leur mère pour cause de SIDA est évalué à 2,1 millions à l'horizon 2005, ce qui doublerait le nombre d'orphelins. En plus d'importants problèmes démographiques, le SIDA entraîne donc des problèmes sociaux majeurs.

— Deux analyses très intéressantes s'ajoutent aux chapitres habituels, l'une sur les nouveaux déclinés de la fécondité dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, l'autre sur la démographie des pays en transition d'une économie centralisée à une économie de marché.

L'intérêt du document des Nations Unies réside bien sûr dans la cohérence que garantit la prise en considération de l'ensemble des pays; il est important de souligner cet avantage

de l'étude. Par exemple, en ce qui concerne les migrations internationales, la somme des émigrants est égale à la somme des immigrants. Les travaux nationaux ne permettent pas cette cohérence (p. 143) : la somme des immigrants obtenue à partir des résultats des projections nationales dépasserait de plusieurs millions la somme des émigrants, du fait qu'il y a de façon générale plus d'informations disponibles sur les premiers que sur les seconds.

Les projections des Nations Unies possèdent d'autres avantages, dont celui de permettre la comparaison entre grandes régions géographiques du monde et entre régions moins développées et régions développées. Les grandes tendances relevées dans les travaux antérieurs ne changent pas, mais certaines sont amplifiées du fait de l'horizon plus lointain. Ainsi, la part de l'Europe dans la population mondiale passerait de 12,9 % en 1994 à 8,7 % en 2025 et baisserait encore à 6,9 % en 2050, et ce malgré l'hypothèse assez favorable d'une fécondité moyenne qui remonterait de 1,58 enfant par femme à 2,05. Pris individuellement, les pays européens dégringolent dans le classement mondial : par exemple, l'Allemagne descend de la 12^e place en 1994 à la 26^e en 2050, la France de la 20^e à la 30^e, la Fédération russe de la 6^e à la 15^e. Une autre conséquence de l'inertie démographique réside dans le taux de croissance de la population mondiale, qui serait encore de 0,51 % par année au terme des projections, soit 49 millions de personnes, avec une hypothèse de fécondité égale au seuil de remplacement des générations dans la plupart des pays.

Les trois grandes composantes de l'évolution démographique, mortalité, fécondité, migrations, ne sont pas traitées de la même façon par les Nations Unies. Les hypothèses de mortalité sont établies en fonction des tendances passées et on suppose que l'espérance de vie va s'améliorer dans tous les pays pendant toute la période de projection. Au Canada, par exemple, l'espérance de vie atteint 79,8 années pour le sexe masculin et 85,5 années pour le sexe féminin en 2045-2050.

Les Nations Unies font l'hypothèse que l'évolution des migrations internationales va dépendre des tendances passées pendant un certain temps. Ainsi, le Canada bénéficierait d'une immigration nette de 120 000 personnes par année pendant plusieurs années. Cependant, l'immigration tarirait avec le temps et le solde de tous les pays qui ont une longue histoire d'immigration, tel le Canada, deviendrait nul au cours de la période 2020-2030 pour le rester jusqu'au terme des projec-

tions. Pour le Canada et d'autres pays d'immigration (l'Australie, les États-Unis), il est difficile d'imaginer qu'il s'agisse de l'hypothèse la plus probable.

Quant à l'hypothèse de fécondité, elle est choisie en vertu d'une convergence souhaitée ou recherchée : la fécondité de la plupart des pays se dirigerait vers le seuil de remplacement des générations. En fait, seulement une dizaine de pays dont la fécondité actuelle est très faible ne rejoindraient pas le seuil de remplacement de générations (ces pays connaîtraient tout de même une certaine hausse) : par exemple, l'Allemagne passerait de 1,30 enfant par femme à 1,89 en 2050, l'Italie de 1,27 à 1,86, Hong Kong de 1,21 à 1,80, l'Espagne de 1,23 à 1,82. On suppose qu'au Canada (et dans un certain nombre de pays dont la fécondité est en bas de 2,1, mais pas aussi faible que dans les précédents) la fécondité se redresserait à 2,1 enfants par femme entre 2010 et 2020. De telles hausses dans les pays à faible fécondité sont supposées même si dans plusieurs cas aucune hausse n'a été observée dans les dernières années et même si la tendance est toujours à la baisse. En outre, aucune justification de ces hausses n'est fournie.

De leur côté, tous les pays dont la fécondité actuelle dépasse 2,1 enfants par femme verraient leur fécondité rejoindre ce niveau, sans exception. Nous avons dans une note précédente critiqué cette approche. Il paraîtrait plus réaliste d'envisager que des écarts puissent persister et que certains pays à forte fécondité maintiennent une fécondité supérieure à 2,1 enfants par femme. Pourquoi subsiste-t-il à terme un écart entre les pays à faible fécondité et non entre les pays à forte fécondité ? Il est possible que les Nations Unies se sentent obligées en un sens d'adopter l'hypothèse de 2,1 enfants par femme, du fait du rôle que l'organisation internationale joue en faveur d'une plus faible croissance démographique dans les pays en développement. Si l'hypothèse découle de considérations politiques ou des théories du développement, la qualifier de plus probable («most likely», p. 4 et p. 143) ne semble pas approprié : il vaudrait mieux indiquer qu'il s'agit d'une hypothèse souhaitable. Un scénario utilisant une telle hypothèse est de type normatif plutôt que tendanciel.

Même si la convergence souhaitée vers le niveau de 2,1 enfants par femme est encore loin d'être à la portée d'un très grand nombre de pays, l'évolution récente de la fécondité dans les pays en développement va dans le sens recherché. En effet, plusieurs pays d'Afrique et d'Asie où la fécondité est restée très

élevée pendant des décennies se sont engagés sur la voie du déclin. Dans d'autres pays où la baisse s'était ralentie ou même arrêtée dans les années 1980, la diminution a repris. Les résultats d'enquêtes et de recensements récents permettent de faire de telles constatations. Ces nouvelles tendances ont été incorporées dans l'établissement de la baisse prévue de la fécondité dans les prochaines décennies. C'est ainsi que, selon les nouvelles projections, la population mondiale serait de 8472 millions de personnes en 2025, soit 178 millions de moins que ne le prévoient les projections antérieures, diminution attribuable à l'estimation plus faible de la population de départ (moins 36 millions), mais surtout à une réduction plus rapide de la fécondité.

En Afrique, l'Algérie continue d'étonner, avec l'une des chutes de fécondité les plus spectaculaires. En l'espace d'une quinzaine d'années, la fécondité y a diminué de presque la moitié. De 7,2 enfants par femme dans la période 1970-1975, la fécondité a atteint seulement 3,8 enfants au cours de la période 1990-1995 (elle était encore de 5,0 enfants par femme en 1985-1990). C'est beaucoup moins que ce qui était estimé dans la révision de 1992 (4,9 enfants par femme). L'usage de la contraception s'est répandu en même temps que l'âge au mariage reculait (en moyenne de trois ans, sur une quinzaine d'années). En Asie aussi, d'autres pays ont connu une baisse plus prononcée que prévu de leur fécondité, amenant les Nations Unies à abaisser l'estimation de fécondité. Le Bangladesh est le cas le plus frappant, la fécondité passant de 6,2 enfants par femme (1980-1985) à 4,4 enfants (1990-1995). Précédemment, on avait estimé la fécondité à 4,7 enfants.

D'autres pays, où la fécondité dépassait 6 enfants par femme et où rien ne laissait supposer une quelconque diminution, ont entamé un mouvement de baisse. C'est le cas de Madagascar, du Rwanda, de la Tanzanie, de la Namibie et de la Mauritanie. Selon de nouvelles données pour ces pays, la fécondité a commencé à diminuer; la baisse débute même dans certains cas au début des années 1980 et on doit même réviser les estimations passées.

En Iran et en Syrie, où la fécondité avait commencé à diminuer, on pense maintenant que la diminution est plus forte que ce que l'on estimait. En Iran, le gouvernement avait suivi après la révolution une politique résolument favorable à la natalité, mais il a remis en place en 1989 un programme national de *planning familial*. La transition démographique transcende

tous les régimes politiques et toutes les conditions socio-économiques.

La révision des Nations Unies innove aussi par le chapitre sur la démographie des pays à économie en transition. Il s'agit de 27 pays qui abandonnent un système économique planifié par l'État pour une économie de marché. Parmi eux, de nombreux pays issus de l'ex-URSS sont indépendants depuis peu. Les changements démographiques sont considérables dans ces pays. Le cas des pays européens est particulièrement frappant : forte baisse de la fécondité loin en bas du seuil de remplacement, mortalité stable ou en hausse, hausse de l'émigration nette. De nombreux pays voient leur population diminuer. La population de la Fédération russe (147 millions au total), par exemple, diminue de plus d'un million de personnes entre 1991 et 1995. La fécondité tourne autour de 1,5 enfant par femme dans plusieurs pays (Fédération russe, Bulgarie, Roumanie, Slovénie).

Malgré les lacunes que l'on peut leur reprocher, les projections des Nations Unies demeurent très utiles. Elles permettent une comparaison à long terme de l'évolution possible de l'ensemble des pays du monde et des grandes régions. L'analyse comparative des tendances récentes est d'un grand intérêt : la démographie de tous les pays ne peut que bénéficier d'un tel rassemblement d'informations.

Hervé GAUTHIER
Bureau de la statistique du Québec
